

Ici, ensemble

Gretta Chambers

Volume 31, numéro 3 (183), juin 1989

Strangers in paradise / Étranglés au Québec?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31720ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chambers, G. (1989). Ici, ensemble. *Liberté*, 31(3), 51–56.

GRETТА CHAMBERS

ICI, ENSEMBLE

Mil neuf cent quatre-vingt-neuf. Nous sommes loin de 1960 et du début de la Révolution tranquille, que Jacques-Yvan Morin a qualifié dix ans plus tard d'évolution pas du tout tranquille. Que le Québec ait pu faire en si peu de temps le saut du «Crois ou meurs» au «Maîtres chez nous» est dû à un leadership francophone réformiste voué à l'affirmation et à la libération nationale du Québec, c'est-à-dire la majorité des francophones.

Ceci étant dit, le Québec français n'a pas été le seul à vivre ces changements. Une fois en marche, cette évolution rapide n'a pas été un phénomène uniquement francophone. On a tendance ces jours-ci à oublier que près d'un million de Québécois non-francophones se sont plus ou moins enlisés dans la foulée de réformes, de réadaptations et de démystifications. On a plutôt insisté au fil des années que rien n'avait changé au pays des Anglais, sauf peut-être, loi oblige, pour la forme.

Cette interprétation de la réalité a été renforcée par les tollés qui ont suivi l'adoption des lois 22 et 101, et par la quasi-hystérie qui s'est emparée des communautés non-francophones à l'idée même de l'indépendance du Québec. Une résistance acharnée contre l'unilinguisme français et contre le retrait du Québec de la confédération canadienne — quoique plus que naturelle de la part de Québécois qui ne se sentaient aucunement inclus ni dans la philosophie ni dans le cheminement de l'un ou de l'autre de ces objectifs politiques

— a été interprétée comme une démonstration d'hostilité envers la collectivité francophone. Cette vision des faits a également été entretenue pour servir de point de ralliement; pour expliquer les frustrations culturelles et les achoppements politiques, le bouc émissaire était tout trouvé.

À bien y penser, les lois linguistiques représentaient un dur coup à encaisser pour les Québécois d'expression anglaise, ce qui devrait être compréhensible même pour le plus farouche des partisans de l'unilinguisme français. Se faire dire par la loi 101 que sa langue, donc soi-même, n'a pas droit de cité dans sa propre société, une société à laquelle on croit appartenir, n'est pas chose facile à avaler sur le coup.

Le mot *humiliation*, employé dans le cadre d'un débat sur la langue, est explosif; le commissaire aux langues officielles, D'Iberville Fortier, s'en est rendu compte. Mais l'humiliation linguistique que pendant si longtemps les francophones québécois ont subie chez eux, ici au Québec, n'est pas étrangère à la réponse francophone aux attentes culturelles et linguistiques de la communauté anglophone d'aujourd'hui. Le petit côté revanchard, si humain et si compréhensible au niveau personnel, s'introduit dans la mentalité collective au moment même où anglophones et francophones ordinaires se côtoient comme jamais auparavant sur la place publique, à l'usine, dans le milieu des affaires, dans le milieu professionnel, dans les entreprises commerciales, précisément à cause de la francisation de la société tout entière.

En libérant leur langue les francophones se sont libérés eux-mêmes. Et l'essor économique qui s'en est suivi a profité à la minorité aussi bien qu'à une majorité en train de prendre toute la place qui lui revient dans son propre patelin.

La grande question que se posent les anglophones est de savoir si, justement, il y a une place pour leur communauté dans le projet de société envisagé par la majorité francophone. À bien écouter ce qui se dit de nos jours, on a la forte impression que la réponse est plutôt négative, qu'une communauté anglophone est perçue comme une entrave au progrès de la langue française et à la survie même des francophones

d'ici. Cela constitue une barrière par-dessus laquelle il devient difficile de dialoguer.

L'anglophone ordinaire ne se reconnaît pas dans les accusations si souvent portées contre sa communauté. Celle-ci, hétérogène, n'a pour points de repère que sa langue et ses institutions qu'elle voit menacées. Ce sont des institutions qu'elle s'est données elle-même au fil des générations, pour lesquelles ses membres payent comme tout le monde, auxquelles la population tout entière, y inclus les francophones, a toujours eu accès, et qui aujourd'hui dispensent services et soins en français aussi bien qu'en anglais. Cela n'a rien à voir avec la charité ou avec un privilège. Ça fait plutôt partie d'un plan de société, à la fois pratique et juste. Mais la justice est souvent aveugle. On a exigé que la communauté anglophone se comporte comme une minorité, cesse de se prendre pour la majorité dominante, devienne silencieuse et reconnaissante, qu'elle pratique l'«à-plat-ventrisme». C'est beaucoup demander.

Pour ce qui est de son statut minoritaire, il est maintenant consolidé. On reproche aujourd'hui à Alliance Québec son «extrémisme». Ça paraît si ridicule aux anglophones qu'ils ont tendance à interpréter de tels propos comme de la provocation pure. Alliance Québec a été créée précisément afin que la communauté anglophone minoritaire ait un représentant qui défende ses droits. Ce n'est pas pour «dominer» à leur tour que cette bande de jeunes Québécois authentiques à leur façon s'est érigée en porte-parole des non-francophones, mais bien pour se démarquer d'une vieille garde anglaise, amorcer un nouveau dialogue et en arriver à formuler avec la majorité un contrat social dans lequel majorité et minorité s'épauleraient. C'était parce que les anglophones reconnaissaient pleinement leur minorisation sociale — ils n'ont jamais joué un rôle prépondérant dans la politique du Québec, qui a toujours été le fief incontesté de la majorité francophone — qu'ils se sont mobilisés pour mieux défendre leur appartenance à la grande société québécoise. L'ironie de leur situation aujourd'hui est qu'on leur reproche de mettre leurs propres revendications de minorité avant celles du Québec français,

aux prises avec la menace de l'anglais à l'échelle du continent. En d'autres termes, on leur demande de se joindre à la majorité canadienne, une attitude qui leur a valu tant de récriminations par le passé.

Quant à l'idée que les problèmes de la dénatalité et de l'intégration des immigrants, qui préoccupent avec juste raison le Québec présentement, soient en quelque sorte rendus plus aigus par la présence d'une collectivité anglophone viable et visible, elle ne semble basée que sur un réflexe de manque de confiance. Et cela inquiète les anglophones québécois au plus haut point.

Les soubresauts de la politique québécoise des dernières années ont laissé beaucoup d'anglophones essoufflés, d'autres confus, mais la plupart finalement soulagés. L'économie a repris de plus belle. Il y a eu une harmonisation dans les relations fédérales-provinciales et une apparente réconciliation entre la collectivité francophone, la minorité anglophone et les groupes ethniques qui veulent aussi se tailler une place dans la mosaïque d'une société en devenir. Et voici que la langue d'affichage est venue brasser des eaux culturelles trompeusement calmes.

La communauté anglophone tient au droit d'afficher beaucoup plus qu'à l'affichage en anglais comme tel. De ne pas avoir le droit d'afficher dans sa langue, même si ce droit est reconnu dans la Charte des droits et libertés, transmet un message de rejet qui n'est pas sécurisant pour les exclus; il démontre un manque de confiance envers les francophones, qu'on prend pour des imbéciles, et les «autres», qu'on démoralise. Une société qui se sent si menacée qu'elle est prête à renier sa vraie composition pour ne pas avoir à faire face à la réalité de ses ressources humaines, n'est pas une société hospitalière et en mesure d'intégrer qui que ce soit.

Les anglophones se sont réjouis de la confiance qu'ils croyaient discerner parmi «la garde montante». Ça promettait. Un grand nombre de jeunes anglophones qui s'étaient expatriés dans les années de crises économiques et politiques pour trouver un emploi ailleurs au pays sont rentrés au ber-

cail. On commençait à apprécier tous les effets positifs qu'a eus René Lévesque sur les Québécois. L'ancien premier ministre exhortait les siens à cesser d'avoir peur; si ce ne fut pas suffisant pour réaliser son projet d'indépendance, la fierté, la confiance et le savoir-vivre démocratique qu'il a légués aux francophones semblaient à toute épreuve.

Aujourd'hui on a l'impression que ce sont les anglophones qui ont cru en René Lévesque et que les francophones se contentent de le vénérer en oubliant son message le moins équivoque et le plus insistant.

Prenons le problème de la dénatalité. Pour les anglophones du Québec qui se sentent québécois et qui ont la ferme intention d'y rester, la dénatalité est tout aussi inquiétante que pour la majorité. Les anglophones, eux non plus, ne font plus de bébés. Leur communauté fond à vue d'œil. Et si beaucoup de francophones se sentent soulagés d'avoir à composer avec un nombre de plus en plus restreint d'anglophones, ceux-ci voient la situation d'un tout autre œil, et pas seulement en ce qui concerne leur communauté.

Les anglophones ne veulent pas voir le Québec disparaître, comme le suggère si éloquemment le film de Jean-François Mercier et de Raymond Gauthier, animé par Madame Lise Payette et qui s'intitule justement *Disparaître*. Ne pouvant plus par elle-même assurer son avenir démographique, la nation canadienne-française doit chercher ailleurs les forces vives de sa continuité. Le gros de ce film porte sur l'immigration, mais dans une perspective qui la décrit comme menaçante à mort, la mort de ce qu'on pourrait appeler notre québecitude. Les auteurs du film se penchent avec une certaine admiration et envie sur ce qui se passe à Toronto, une ville peuplée d'immigrants, intégrés, semble-t-il, sans heurts ou distorsions sociales. Ils interrogent l'expérience torontoise, mais évitent soigneusement de regarder ce qui se passe tout près d'eux, dans la communauté anglophone québécoise. Pourtant le Québec anglais n'est aujourd'hui qu'un melting-pot d'immigrants de toutes provenances.

N'y aurait-il pas quelque avantage à regarder de plus près cette expérience au moins centenaire? Au lieu d'avoir peur de sa minorité de langue anglaise, ne devrait-on pas s'en servir? Par son histoire et la cohabitation, elle est beaucoup plus proche de la culture, des us et coutumes du Québec français que n'importe quel autre peuple au monde.

Les anglophones veulent bien sûr avoir leur place au Québec, mais pas à la place du Québec français. La francité du Québec fait partie de la personnalité même de la communauté anglophone, la rend distincte des autres Canadiens anglais; elle s'en enorgueillit.

Gretta Chambers est journaliste. Elle collabore à diverses émissions d'affaires publiques, tant anglaises que françaises, et signe des chroniques dans la Gazette, le Regina Leader Post et le London Free Press, notamment. Elle a traduit plusieurs articles et livres à caractère politique, dont Québec, année zéro, de Solange Chaput-Rolland.